

A la COP29, la solitude des petits Etats du Sud démunis face au réchauffement

Alors qu'un groupe d'experts chiffre, jeudi 14 novembre, les besoins financiers annuels pour accélérer la transition dans les pays du Sud à 1 000 milliards de dollars par an, beaucoup de leaders des pays du G20 sont absents, laissant la voix libre aux positions pro hydrocarbures des Meloni et autre Orbán.

A Bakou, le mardi 12 novembre 2024, le vice-président des Seychelles, Ahmed Abdullah Afif Didi, alerte sur les difficultés des petits Etats insulaires dues aux conséquences du réchauffement climatique. Leur absence à la tribune en dit long sur le tableau général de ces négociations. Mardi 12 et mercredi 13 novembre, au deuxième et troisième jour de la 29e conférence des Nations unies sur le climat (COP29), à Bakou, en Azerbaïdjan, les chefs d'Etat et ambassadeurs de gouvernement étaient appelés à prendre la parole pour lancer le cycle des discussions. Durant ces deux jours, près de 80 dirigeants ont tenté, pour la plupart d'entre eux, d'insuffler une dynamique en vue de l'objectif principal de cette COP29 : trouver un accord, d'ici au 22 novembre, sur l'aide financière que les pays développés, historiquement responsables du réchauffement, doivent verser aux pays plus pauvres pour accélérer leur transition. Mais la majorité des membres du G20 ont opté pour la politique de la chaise vide.

Ni la Chine, ni l'Allemagne, ni le Canada, ni l'Inde, ni l'Australie, ni le Japon n'ont envoyé un émissaire discourir sur scène. Pas plus que la France